

Groupe Soubis - Compte rendu de la réunion du 22 février 2019

- L'acte d'achat du local de l'EDMP est enfin signé. Une AG est prévue sur place le 16 mars (tous les contributeurs sont membres de l'association propriétaire) , suivie d'une fête. Les détails suivront.
- Henri nous annonce le décès soudain de Jean-Paul Vilaines, dit Paulo, à l'âge de 65 ans.
- Le livre d'Americo sur la révolution mexicaine sortira fin mars.

***** Débat sur le mouvement des "gilets jaunes" (GJ) *****

Gianni : Les GJ s'étaient manifestés surtout en province ces derniers mois, mais à partir de l'assemblée de Commercy se sont formés plusieurs groupes dans la région parisienne. Et les questions mises en avant sont un peu différentes de celles avancées en province, elles portent sur les transports publics, les services, le logement. Dans les manifs on note la présence de populations immigrées (cf. notamment la vidéo sur la manif aux flambeaux organisée par les GJ avec les opposants camerounais). Une culture "gauchiste" se manifeste, c'est un élément nouveau. Est-ce une bonne chose ou pas ? En tout cas il est normal que ceux qui participent au mouvement y apportent leur culture, leurs relations... Il y a un groupe important (mais très limité au regard de la population parisienne) qui s'est constitué autour de Rungis, sans doute à travers les réseaux sociaux car il rassemble des habitants de différentes villes. Je les ai croisés aux deux assemblées de "coordination" d'Ile-de-France. La deuxième a fait un flop (la logique de l'assemblée et celle de la coordination se heurtent). Une troisième est prévue, qui se fera peut-être avec seulement des délégués. Il y a eu un débat houleux sur : faut-il ou pas déclarer les manifs ? Dimanche 17, une rencontre a été organisée à Saint-Denis sur le thème "gilets jaunes et quartiers populaires", où j'ai eu une impression de superposition entre une posture victimaire et une participation réelle au mouvement.

Pierre-Do : A Montreuil, ville de 100.000 habitants (200.000 avec communes avoisinantes), il y a un point fixe à la Croix-de-Chavaux tous les jours de 16h à 20h (avec une cabane servant au rangement du matériel - il y a d'ailleurs aussi une cabane place Pereire à Paris et une autre est prévue à Belleville). S'y retrouvent entre 20 et 25 personnes chaque jour. C'est surtout un lieu de discussion avec les passants. Les manifs qui partent régulièrement de là le samedi depuis deux mois réunissent 50 à 100 personnes. Elles rentrent au passage dans les supermarchés, les McDo, au Printemps... où le personnel les applaudit. Mais on est quand même dans une forme de répétition. Et très peu de gens s'y engagent (par comparaison, c'est 5 à 6000 manifestants à Ploermel...). Les individus moteurs sont en lien avec le groupe qui anime La Parole errante, mais il y a aussi un groupe important venant de La France insoumise. La présence assez forte de militants politiques fait qu'apparaissent peu à peu des propositions d'action d'un type déjà vu. Exemple : un communiqué condamnant toutes les violences, ou la demande la constitution d'une commission d'enquête parlementaire (dans l'idée d'accrocher certains députés), qui réintroduit la représentation - en AG beaucoup s'y sont opposés, mais la majorité l'a votée. Certains parlent de dissolution de l'Assemblée. On veut "sortir par le haut du conflit". Je suis un peu pessimiste. Ce qui reste intéressant, ce sont les discussions dans la rue.

André : Ce que décrivent Gianni et Pierre-Do correspond également à ce qu'on peut dire des gilets jaunes de Belleville : on est loin d'un rassemblement d'ingénus n'ayant jamais manifesté. A l'AG de mercredi dernier, chacun y participait certainement en tant qu'individu, les échanges étaient

courtois, l'ambiance constructive, mais le bagage politique des uns et des autres était indéniable (syndicalistes, écologistes, gauchistes). Je pense qu'à Paris ce n'est pas le jaune qui vire au rouge, mais le rouge qui remplace et cherche à bénéficier de l'élan de la vague jaune. Le texte de Lieux communs "Putsch gauchiste à Commercy", même s'il suscite des interrogations, décrit le même mouvement. Le journal *Jaune* (produit par un groupe toulousain) a la coloration d'un journal gauchiste. Les derniers événements (formes prises par les dissensions au sein du mouvement, expulsion de Lévassier à la manif du 17 à Paris) donnent l'impression d'un mouvement qui finit mal.

Nicole : J'ai l'impression qu'en région parisienne (Paris et banlieue), les militants d'extrême gauche ont pris tardivement le train en marche, mais qu'ils sont désormais dominants dans les initiatives publiques, les collectifs locaux et même les manifs. Le mouvement des gilets jaunes a été pour eux (pour nous) l'occasion de faire renaître des dynamiques de rassemblement au niveau local, mais qui touchent surtout des militants.

André : Il faut certainement distinguer la région parisienne et la province. Mais à la première réunion de Commercy, les références politiques étaient déjà fortes (référence au Chiapas, au communalisme du Rojava, ...). Et très tôt leur groupe, leurs assemblées, ont été soutenus par les mouvements et les médias de gauche. D'autre part, à Belleville, j'ai été surpris que l'annonce de la programmation d'un débat demandé par l'une des participantes dans le cadre du grand débat ne fasse pas l'objet de discussion ; cependant, le thème choisi était intéressant et amusant ("Soulèvement populaire et revendications"). Mais j'aimerais qu'on discute des textes qui nous ont été proposés à la lecture. En particulier, ceux de Kouvelakis et d'Henri disent des choses très différentes, ils s'opposent clairement. Je ne partage pas les analyses de Stathis Kouvelakis, mais je les trouve intéressantes pour le débat qu'elles permettent. Il place au centre de son texte la « crise organique » qui frappe nos sociétés, et les dangers qui en résultent. Il la définit comme une « crise généralisée du consentement » qui serait une « crise d'hégémonie » de la classe dominante. Or, je ne pense pas que cette « crise généralisée du consentement » soit une « crise d'hégémonie » de la classe dominante, mais bien plutôt une crise des solutions économiques aux problèmes soulevés par le stade actuel de développement du capitalisme. Le texte d'Henri pointe justement, me semble-t-il, l'importance de ces problèmes. Et il me semble que c'est le déni de la crise des politiques économiques de gauche qui fait le fond du texte de Kouvelakis. Depuis près de 40 ans, partout en Europe, la gauche a souvent été au pouvoir, et elle a déçu. Et depuis la fin des années 80, plusieurs mouvements se sont succédé qui ont cherché une véritable solution à nos maux en s'organisant hors des partis et en s'appuyant sur la société civile : je pense aux puissants mouvements sociaux des années 90, au mouvement des places, aux Nuits debout, et maintenant aux gilets jaunes. Mais tous échouent à trouver cette solution, et ceci, me semble-t-il, principalement parce qu'ils s'en tiennent à des mesures réformistes illusives.

[Complément : Ceci dit, il n'en reste pas moins que cette « crise généralisée du consentement », autrement dit cette défiance envers la volonté de la gauche au pouvoir de défendre les intérêts des classes dominées, crée des situations dangereuses. Mais si, comme je le pense, les politiques économiques de gauche sont condamnées à l'impuissance, le problème social ne se pose plus dans les termes de Kouvelakis, et l'orientation politique qu'il préconise me semble non seulement inefficace, mais également dangereuse. Il faut d'une part défendre à nouveau l'idée que le seul changement de civilisation qui puisse nous sortir des périls actuels, c'est l'idéal communiste, compris comme société d'autogestion généralisée ayant mis fin à l'argent et à l'Etat. Et d'autre part, en l'absence d'un puissant mouvement seul à même d'opérer ce changement de civilisation, il faut s'opposer aux courants politiques les plus dangereux pour nos libertés. Or, là aussi, en partant de l'idée qu'une véritable politique de gauche est possible, l'analyse que fait Kouvelakis me semble trompeuse. Le « césarisme progressiste » de LFI, qui, à défaut de mieux, semble avoir ses faveurs, est trop clivant, et, d'autre part, s'il arrivait au pouvoir son programme économique aurait aussi peu de chances de réussir que ceux initialement défendus par Syriza, Podemos, 5 étoiles, et son échec ouvrirait un boulevard à l'extrême droite. Par contre, si l'on prend en compte ces limites des politiques économiques, le « bonapartisme » d'Emmanuel Macron peut se comprendre comme une politique de conciliation de classes, et on peut le prendre au mot lorsqu'il revendique une parenté avec le saint-

simonisme, voire avec les courants, marxistes ou non, du socialisme de conciliation de classes (Bernstein, Gide...)].

Par contre, je partage tout à fait les idées que défend Henri, la nécessité de resituer les mouvements sociaux dans le contexte de déclin de la puissance économique occidentale, et la critique de la confusion qui règne dans les revendications des GJ. Cette contextualisation réclamée par Henri me semble manquer dans beaucoup des analyses sociales qu'on peut lire ici ou là. Cependant, ce contexte n'empêche pas la possibilité d'un soulèvement communiste, et si celui-ci devait avoir lieu, je pense qu'il a plus de chances de se déclencher en Europe ou en Amérique Latine qu'en Asie ou en Afrique.

Claude : Pour s'y retrouver dans les diverses interprétations qui se proposent, je me suis demandé quel coefficient de marxisme imprègne chacune. La plus marxisante est celle d'Henri, qui regarde les choses à l'échelle de la planète, et est donc désabusée. Sinon, qu'est-ce qu'on a comme perspective? Les analyses du marxiste Alain Bihl veulent encourager le mouvement des GJ à s'accrocher aux organisations politiques et syndicales. *Temps critiques* considère qu'il est inutile de faire le lien avec le monde des travailleurs puisque le travail est devenu inessentiel. Freddy Gomez, que ce mouvement a son sens en lui-même. Bruno Latour pose la question de savoir si l'organisation de la société peut encore être un projet. L'assentiment à la société telle qu'elle est existe bel et bien. Le refus apparaîtrait au-dessus d'un assentiment en actes qui est le fait de chacun d'entre nous. Les acteurs du soulèvement n'envisagent pas de se soulever contre la société telle qu'elle est, mais contre ce qu'elle a de mauvais. Est-ce ce qu'ils ne souhaitent, ce n'est pas cette société mais en meilleur ? Travail, consommation, oui, mais dans de meilleures conditions. Les volontés pratiques de la vie quotidienne comportent toutes une part d'assentiment. Etre révolutionnaire, est-ce le fait de dire que la révolution est possible et nécessaire, ou qu'elle est en marche, inscrite dans la pratique?

Gianni : Ni l'un ni l'autre. Je refuse cette alternative parce que les dynamiques concrètes des révolutions ne se font pas à partir d'une idée construite par un philosophe, mais dans une dynamique concrète. Aujourd'hui les gens ne sont pas forcément en rupture totale avec ce qu'ils connaissent, ça se fait en marchant. J'ai trouvé très intéressante la brochure de Lieux communs (même si je ne partage pas leur paranoïa...) parce que l'auteur y parle des dynamiques réelles en mettant bout à bout ce qu'il a pu observer.

Claude : Je ne suis pas en désaccord avec ça : des choses peuvent apparaître, dont probablement on n'a pas idée et qui ne correspondent pas à des projets. Bref, il y a de l'histoire, et elle n'est pas prévisible. Mais il faut regarder ce que les gens disent : qu'est-ce qu'ils trouvent de répugnant dans le monde où ils vivent ? Car c'est ça qui s'exprime dans les assemblées.

André : D'un autre côté, lors des révolutions passées, les révolutionnaires ne partaient pas de rien ; lors de la Commune ou de la révolution anarchiste espagnole, l'idée de la société à construire avait déjà été débattue et largement diffusée. Et Bruno Latour rappelle justement que la révolution française avait été précédée d'un puissant mouvement de critique philosophique du monde, nourrissant les discussions au sein du tiers état sur les réformes à faire. Aujourd'hui, on baigne dans une confusion extraordinaire, et chez les GJ aussi.

Daniel : Les GJ ont visé très clairement un objectif et des responsables.

André : Le RIC et le pouvoir d'achat sont leurs principales revendications. Mais en n'envisageant ce dernier problème que sous l'angle de la justice sociale et de la redistribution des richesses, ils ne s'attaquent pas à la racine de leurs maux. De manière significative, ils négligent les conditions de prospérité d'un système économique qu'ils ne remettent pas fondamentalement en cause, et ils croient encore qu'il suffirait d'un peu de bonne volonté, un peu de pression, pour que l'Etat décrète la prospérité pour les classes dominées.

[Complément : le contraste est grand entre la forme novatrice prise par le mouvement des GJ, et ses revendications qui mythifient la puissance de l'Etat. Ses exigences démocratiques d'une part, et la haine envers les élites, combinée avec la défiance envers l'Etat d'autre part, ont ressuscité un passé révolutionnaire que beaucoup pensaient définitivement enterré. Son origine populaire, sa mise à l'écart des partis politiques, la volonté clairement exprimée de ses acteurs de reprendre le pouvoir sur leur vie, le bonheur partagé dans une solidarité retrouvée, l'exigence de redonner son plein sens aux valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, son refus radical de la pauvreté, tout cela participait à ce sentiment de basculement. Mais par son incompréhension et son déni de l'impuissance des partis au pouvoir, ce mouvement se prépare, comme les précédents, des lendemains qui déchantent. La contradiction entre sa forme qui rejette l'Etat, et son contenu revendicatif qui en appelle à l'Etat, est la traduction de cette incompréhension et de ce déni. De manière encore plus grossière que les mouvements précédents, les GJ n'ont remis fondamentalement en cause ni l'organisation économique bourgeoise, ni l'opposition de la politique et de l'économie qui structure les sociétés capitalistes. Le pouvoir qu'ils attribuent à la politique sur les affaires économiques est une inversion de la réalité. En régime capitaliste, la politique est, dans une large mesure, un auxiliaire de l'économie; elle a en charge sa réglementation : les institutions politiques (présidence, gouvernement, parlement) prennent les mesures et font les lois nécessaires à la bonne marche de la production, tout en favorisant ou non telle ou telle classe. Mais elles ne sont maîtres ni des conditions de prospérité du pays, ni du degré de redistribution des richesses. La richesse ne se décrète pas, et dans un tel régime le pur égalitarisme est structurellement impossible (non que les luttes contre les inégalités y soient vaines, mais leurs résultats sont limités par les conditions de compétitivité des entreprises, telles que, parmi d'autres, l'exploitation des salariés et la sélection d'un personnel performant).]

Gianni : C'est une question de rapports de force entre classes sociales.

André : Depuis 40 ans il y a eu des gouvernements de gauche dans tous les pays, et ils déçoivent.

Gianni : Ils n'ont pas déçu les capitalistes!

André : Podemos, Syriza, 5 Etoiles... Les échecs successifs de tous ceux qui prétendent remédier aux maux des classes dominées par de simples réformes, indiquent suffisamment que le bouleversement cherché doit être beaucoup plus profond, et qu'il ne peut être réalisé que par l'idéal communiste.

Gianni : Mais il ne sort pas de la tête de Minerve, c'est une ensemble de bagarres, de rapports de forces !

Henri : On se réfère souvent à la révolution française avec les cahiers de doléances. Mais les répercussions de la prise du 14 Juillet ont provoqué un mouvement puissant de paysans qui a conduit à la nuit du 4 Août. Il y a eu alors abolition des privilèges, mais pas de la propriété. Donc l'aspect essentiel du système restait en place. Le mouvement des GJ n'est pas un mouvement puissant, aucune comparaison n'est possible avec le début de la révolution française.

Bruno : Une comparaison est possible avec mouvement des fédérés. Le mouvement des GJ démarre dans les zones rurales ou périurbaines, il est au départ très hétéroclite. De l'exaspération ne va pas forcément sortir une remise en cause du système. Quant à l'inessentialisation du travail, cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de travail du tout.

Claude : Ce qui m'intéresse dans *Temps critiques*, c'est qu'ils cherchent à prendre la mesure de la distance qui sépare le monde d'aujourd'hui de celui qu'on a connu. Les conditions nouvelles : réseaux, transports à l'échelle mondiale...

Elisario : Les gens ont bougé avec les seules formes qu'ils ont trouvées. Il n'y a plus d'usines à occuper.

Henri : Les GJ posent le problème du salaire horaire, mais la précarité dépend du temps de travail : une foule de gens travaillent en temps partiel, embauchés seulement quand on a besoin d'aide.

Elisario : Les GJ sont dans la rue pour avoir les moyens de vivre.

Henri : Ils ne posent pas le problème central du temps de travail suffisant pour avoir une fin de mois normale.

Daniel : Ils n'ont aucun moyen d'imposer ça.

Tonia : Je n'ai pas assisté aux AG, mais j'ai fait toutes les manifs, et je n'y ai entendu que des remarques sur le changement nécessaire de société.

Hélène : Lianos dit qu'on est parti sur des questions de taxes, et que peu à peu les revendications se sont étendues à l'ensemble des questions de société.

Daniel : C'est ce qui fait l'intérêt du mouvement. Le texte d'Henri aplatit tout : il n'existe que le mouvement du capital ; et lorsqu'une fraction du capital ne fait plus assez de plus-value, elle est obligée de pressurer la population. Alors que cette fraction du capital a investi massivement en Asie et profite énormément de la plus-value produite par les prolétaires de là-bas. Les dividendes distribués l'an dernier en Europe ont augmenté de 15%, paraît-il... Tu dis que les GJ sont un mouvement parmi tant d'autres. Or prenons l'exemple de la Hongrie : c'est un régime de kleptocratie, la clique d'Orban a mis la main sur tous les secteurs rentables de l'économie hongroise et leur « loi esclavagiste » n'est pas motivée par le manque de plus-value mais par le souci d'attirer les capitaux allemands. En Roumanie idem : les manifs visent la kleptocratie régnante. En Pologne, l'interdiction de l'avortement et la suppression de l'autonomie de la Cour suprême, qu'est-ce que ça a à voir avec la plus-value? C'est une clé qui n'aide pas à voir la singularité des GJ.

Henri : Tu oublies une chose : un mécontentement ne peut s'exprimer qu'à travers un événement qui n'a pas à voir... Les régimes que tu cites sont arrivés au pouvoir grâce à une critique de l'Union européenne, de la technocratie de Bruxelles. Mais ces régimes se trouvent dans une situation économique qu'ils doivent résoudre : dénatalité, manque de main-d'œuvre. Les 400 heures supplémentaires annuelles imposées en Hongrie, c'est fait pour faire travailler plus ceux qui sont au boulot. En Italie, il y a eu une manifestation monstre à Rome tout récemment pour protester contre la politique du gouvernement que l'on sait. Les régimes se trouvent dans une situation économique qui les contraint à prendre des mesures qui suscitent le mécontentement.

Daniel : Dans ta démarche, tous les mouvements sont identiques et réductibles à la dynamique du capital. La dégradation des conditions de vie des classes populaires en général n'est pas due au fait que le capital a été « obligé » d'y recourir, mais qu'il a pu le faire parce que le rapport de forces lui était favorable. Pour moi, le marxisme n'est pas une théorie de la légitimation de l'action du capital au nom de la nécessité « objective », mais une théorie de la lutte des classes. C'est de ce point de vue-là qu'on peut saisir la singularité des G.J.

Henri : Sa singularité, c'est qu'il est minoritaire et n'empêche pas l'économie de tourner.

Elisario : Les patrons ont eu peur et ont lâché la prime très vite. La marche arrière de Macron, c'est bien le résultat du mouvement. Depuis combien d'années on n'avait pas vu ça?

André : Je suis surpris qu'"Idéal communiste", "dynamique du capital" soient devenus des gros mots.

Henri : "Macron démission !"... mais Macron est toujours droit dans ses bottes.

Marc : J'entends ce que disent à la fois Daniel et Henri. Cela renvoie au débat entre global et local. La perspective globale est quelque chose qui manque totalement aux GJ. Ils sont enfermés dans une vision hexagonale. D'autres mouvements sociaux antérieurs partaient dès le départ dans une perspective internationale. C'est un manque dont ils n'ont même pas conscience. L'idée de liens internationaux n'apparaît pas dans les AG. En Lorraine, il y a une coordination régionale de GJ, mais ils ne voient pas l'intérêt de faire le lien avec l'autre côté de la frontière.

Elisario : Il y a eu des GJ en Belgique.

Marc : Ils ont repris la symbolique du GJ, mais il n'y a pas eu de contacts. La perspective d'Henri est intéressante si on la porte à l'intérieur du mouvement. Il est curieux de voir que la perspective la plus marxiste (celle d'Henri) rejoint la moins marxiste (celle de Latour).

Henri : Il y a trois conflits importants en ce moment en France : 1) dans une aciérie du Nord, Lascoval, qui met la clé sous la porte ; 2) à l'usine Ford, où Ford ne veut pas de repreneur ; 3) dans une petite boîte de 240 ouvriers en Seine-et-Marne fabriquant du papier pour des documents officiels, qui doit être délocalisée. Là les ouvriers réclament 50.000 euros d'indemnités, mais ils ont aussi décidé de brûler le stock, et ils brûlent une bobine par jour. On y retrouve le vieux réflexe de Cellatex. Trois conflits un peu masqués, dont personne sait comment ils vont finir. Le gouvernement ne peut pas faire grand-chose.

Marc : Il est faux de dire que le régime chinois a unifié la population chinoise. Le régime a peur de sa population, voir notamment avec les Ouïgours. Lorsqu'on fait des analyses globales à partir du monde occidental, on plaque des critères qui sont les nôtres et on se plante.

Henri : Les minorités existent en Chine, mais elles sont marginales, et frontalières surtout. La seule différence importante, c'est la région de Canton, qui est économique très intégrée dans le système.

Nicole: Je suis étonnée par la lecture qu'a faite Claude de l'article de Bruno Latour. Moi, j'y ai trouvé une idée très intéressante, qui exprime bien les interrogations que j'ai en tête depuis un moment et qui mériterait d'ailleurs une discussion en soi. Elle ne porte pas vraiment sur la difficulté de "penser global", mais sur le fait que nous sommes désormais tellement corsetés par un système technique et technocratique qu'il est devenu infiniment plus difficile de penser un changement radical qu'à

l'époque des révolutions du XIX^e siècle. Latour considère qu'on ne peut commencer qu'en essayant d'apporter localement des réponses très concrètes aux questions matérielles de survie qui se posent à nous.

Elisario : C'est pour cela que l'on ne peut pas exiger de gens qui se révoltent pour la première fois qu'ils développent une vision élaborée du changement nécessaire.

N : Les GJ buttent sur quelque chose sur lequel nous buttons nous aussi, tous.

Elisario : Revenir en arrière serait une solution.

Nicole : Les décroissants sont les seuls à le proposer, mais ils se parlent à eux-mêmes, ils sont absents de ce mouvement.

Claude : Je pense que les GJ poussent à une réflexion sur comment changer la société, mais on ne sait pas quelles solutions seront trouvées pour répondre aux questions.

Henri : A la liste des problèmes il faut ajouter les guerres.

Pierre-Do : Ils devraient parler des guerres, des militaires, des coordinations internationales... En notant qu'ils n'en parlent pas, on exprime une forme de mépris.

Daniel : S'il n'y a pas eu de passage de la frontière, c'est aussi parce que de l'autre côté le mouvement n'a pas été repris.

Marc : J'ai dit : c'est quelque chose à dire à *l'intérieur* du mouvement, pas à l'extérieur.

Pierre-Do : Qui le dit ? Et quelle est l'autorité de celui qui le dit ?

Gianni : Je conseille de surveiller la production des trois cents sociologues qui soutiennent les GJ, ils vont sûrement apporter toutes les réponses !

Elisario : Le mépris qui s'exprime dans ce que rapporte *Le Monde diplomatique* est incroyable.

Daniel : C'est un mépris de classe. La manif anti-antisémitisme est projetée sur les GJ. C'est une coalition de bourgeois contre ce mouvement.

Elisario : Qu'est-ce que les GJ peuvent faire de plus ?

Pierre-Do : Tout le monde pense à la question du blocage. Selon une enquête Cevipof, à côté d'une grosse proportion de gens qui se considèrent comme heureux, il y a 27 % de la population qui se considère comme malheureuse; ça correspond plus ou moins à la partie de la population qui, à un certain moment, a dit ce qu'il y a d'insupportable dans sa situation. Il en ressort quand même une aspiration à la justice. C'est une idée qui peut être les prémices de quelque chose d'important. Ce n'est pas réductible à des revendications.

Elisario : Ça contient aussi la volonté d'intervenir dans les décisions.

Pierre-Do : Beaucoup de gens qu'on ne voyait pas ou n'entendait pas se sont exprimés en public.

Elisiario : Beaucoup des écrits d'ultragauche sont d'un mépris horrible vis-à-vis des GJ. On se demande avec quel peuple ils veulent faire la révolution.

Marc : A la coordination de Commercy, il y a eu une réflexion sur le municipalisme libertaire, et le fait que ça rejoigne des mouvements similaires dans la Drôme pourrait faire penser à un ressurgissement du communalisme.

Daniel : Ce mouvement n'a pas de perspective, il vaut en lui-même comme surgissement d'une nouveauté historique. Qu'est-ce que ça révèle sur la société actuelle ? Il va s'épuiser, se faire écraser par Macron (dans les débats, ce sont surtout les élus locaux qui participent). Il n'a pas d'issue positive, mais il ouvre quand même une nouveauté dans l'horizon des mouvements sociaux, qui va peut-être ressurgir.

Helen : C'est aussi ce qu'on disait en 1968...

Nicole : Kouvelakis soulève la question du risque d'une évolution régressive, suscitée par la rancœur, le sentiment d'échec. Est-ce qu'on peut vraiment l'exclure ?

Helen : Je suppose qu'Henri veut dire que les GJ ne peuvent rien par rapport à la dynamique du capital, que ce sont des vaincus de l'histoire. C'est vrai que le fait d'occuper des lieux "nuls" de la société, c'est une trouvaille géniale, mais c'est aussi une façon d'exprimer une déconnexion par rapport aux lieux qui incarnent les vrais enjeux sociaux. C'est vrai que chaque semaine il y a des propositions nouvelles, mais ils n'arrivent pas à en faire grand-chose, à enclencher une dynamique d'élargissement.

Elisiario : Il ne faut pas oublier la répression.

Daniel : Et la répression idéologique. Voir l'affaire Finkelkraut montée par les médias.

X : La proposition de Marlène Schiappa. Dans une vidéo on voit Castagner expliquer aux lycéens le bien-fondé de la répression policière.

Elisiario : Je trouve extraordinaire que ce soit la chaîne Russia Today qui donne la parole le plus librement aux GJ. Il faut voir comment toutes les autres sont la voix de leur maître; la voix sincère de ceux qui veulent que rien ne change. Ce n'est pas un hasard si la haine contre les médias semble être supérieure à celle contre les flics. Ce n'est pas un hasard non plus si les rapports sont exécrables entre le macronisme et les deux titres russophiles Sputnik et Russian Today. Mais ma naïveté ne va pas jusqu'à prendre Poutine pour un défenseur des GJ!

Pierre-Do : Il y a eu une manif sur les violences policières. Cette question en a en partie occulté d'autres. Et en même temps ça a permis à certains militants politiques de réintroduire la question de l'Etat. Mais à un certain moment ceux d'en haut ont eu vraiment peur. Ce qui a permis à FO et à la CGT de leur dire : si vous avez besoin, nous sommes là. Dans les discussions qu'on a eues, il était rare d'entendre des gens condamner les violences dans la rue. A la dernière manif, on s'est rapprochés de flics qui semblaient vouloir arrêter deux GJ, mais en fait ils étaient en train de discuter ; dans la discussion est venue la question des armes utilisées, et les flics se sont dits contre les LBD. On leur demande : "Mais vous parlez des GJ entre vous ?" Réponse : " On ne fait que ça!"

Prochaine réunion : 29 mars. Matthieu Amiech nous présentera la réédition par le groupe Marcuse de *La Liberté dans le coma*, sous ses aspects historiques (histoire politique de l'ordinateur, lien avec la bureaucratie) et "philosophiques" (qu'est-ce que nous fait le fichage généralisé ? quelle idée de liberté pouvons-nous défendre ?). Il pourra aussi nous parler de l'activité d'Écran total.